



HAL
open science

L'hypothèse d'asymétrie entre entrepreneurs et salariés : norme ou exception dans l'histoire de l'analyse économique ?

Nicolas Piluso, Thomas Ruellou

► **To cite this version:**

Nicolas Piluso, Thomas Ruellou. L'hypothèse d'asymétrie entre entrepreneurs et salariés : norme ou exception dans l'histoire de l'analyse économique ?. *Interventions Économiques : Papers in Political Economy*, 2020, 65, 10.4000/interventionseconomiques.11708 . hal-03048816

HAL Id: hal-03048816

<https://hal.science/hal-03048816>

Submitted on 9 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Piluso, maître de conférences habilité à diriger les recherches
Université Toulouse III Paul Sabatier
115 route de Narbonne
31 100 Toulouse, France
nicolas.piluso@iut-tlse3.fr

Thomas Ruellou, chercheur
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
75005 Paris, France
thomas.ruellou@gmail.com

L'hypothèse d'asymétrie entre entrepreneurs et salariés : norme ou exception dans l'histoire de l'analyse économique ?

Résumé : L'objet de cet article est de montrer que du point de vue de l'histoire de la pensée économique et des différents courants théoriques qui la composent, l'hypothèse institutionnelle d'asymétrie entre entrepreneurs et salariés, qui implique d'affirmer que le niveau d'emploi est déterminé par les seuls entrepreneurs, est particulièrement fréquente. Elle constituerait donc une norme, bien loin de ce que laissent penser les économistes orthodoxes et la plupart des manuels d'économie qui présentent l'hypothèse selon laquelle le niveau d'emploi est déterminé conjointement par l'offre et la demande comme normale.

Mots-clé : chômage involontaire, loi de Say restreinte, rapport salarial asymétrique, salaire.
Codes JEL : B12, B14, B22, J20.

The asymmetry hypothesis between entrepreneurs and employees: standard or exception in the history of economic analysis?

Abstract : The purpose of this article is to show that from a history of economic thought perspective, the institutional hypothesis of asymmetry between entrepreneurs and employees, which implies that the employment level is determined by entrepreneurs alone, is particularly common. It would therefore constitute a standard, far from what orthodox economists and most economics textbooks suggest by presupposing that the level of employment would be jointly determined by supply and demand.

Key words: involuntary unemployment, restricted Say law, wage, asymmetric salary relationship.

JEL codes: B12, B14, B22, J20.

Dans une conception standard ou orthodoxe du marché du travail, qui suit la ligne proposée par les travaux de Marshall (1890), Pigou (1933), et Debreu (1954), le niveau de l'emploi est déterminé par la confrontation simultanée de l'offre et de la demande de travail. L'offre de travail émane des individus qui souhaitent devenir salariés. Ces derniers contrôlent parfaitement leur contrainte budgétaire et réalisent un libre choix entre temps de travail et temps de loisir. Offreurs (les ménages) et demandeurs (les entreprises) de travail jouissent alors du même statut : celui d'échangistes. La force de travail fait l'objet d'un échange au même titre que n'importe quelle autre marchandise. Ainsi, le niveau de l'emploi résulte de la confrontation de décisions libres émanant d'individus se rencontrant sur un « marché du travail ».

Cette conception est devenue aujourd'hui une sorte de norme ou de règle notamment en macroéconomie. Le modèle AS-AD (pour *agregate supply-agregate demand*) présenté dans les manuels de macroéconomie (par exemple : Mankiw 2010) se base sur les hypothèses ci-dessus. Les modèles plus récents nommés DSGE (pour *Dynamic and Stochastic General Equilibrium*) sont construits également sur cette vision d'individus contrôlant parfaitement leur offre de travail (Woodford 2003), c'est-à-dire qui arbitrent librement entre temps de travail et temps de loisir. Cet arbitrage concourt à la détermination du niveau d'emploi. Les ménages restent en permanence sur leur courbe d'offre de travail, c'est-à-dire qu'ils ont la possibilité de maximiser leur utilité même si le niveau d'emploi effectif est variable. Dans une telle perspective, le chômage ne peut être dû qu'à des imperfections du marché du travail, lesquelles empêchent le salaire réel de s'ajuster de sorte à réaliser l'égalité entre offre et demande de travail. En effet, lorsque la concurrence est parfaite, tout choc affectant la demande de travail entraîne une variation du niveau de salaire réel qui assure un retour automatique au plein-emploi. Or, il peut exister diverses rigidités à la baisse du salaire réel (Cartelier 1995). Le modèle du marché du travail communément nommé WS-PS (pour *Wage Setting-Price Setting*) de Layard, Nickel et Jackman (1991) fait jouer un rôle explicitement actif à l'offre de travail puisque le comportement des salariés, à travers de leur adhésion à un syndicat ou à travers leur productivité qui décroît avec une baisse de salaire, serait à l'origine du chômage structurel de l'économie (Cahuc et Zylberberg 1999). Le point commun entre tous ces différents modèles est que l'apparition du chômage est systématiquement liée à une imperfection de la concurrence (par rapport aux hypothèses du modèle de concurrence parfaite) et une rigidité de prix associée. Aucune des « nouvelles théories du marché du travail » ne fait exception à ce constat (Cahuc et Zylberberg 1996).

L'hypothèse selon laquelle l'offre et la demande de travail ont une égalité de statut est ainsi acceptée par tous les économistes « mainstream » (néoclassiques, néokeynésiens ou adhérant à la « nouvelle synthèse »).

L'hypothèse inverse, à savoir l'idée que salariés et entrepreneurs entretiennent des rapports asymétriques, fait aujourd'hui figure d'exception. Parmi ceux qui partagent cette conception aujourd'hui, on peut citer à titre d'exemple Jean Cartelier (2018) et les postkeynésiens, quoique ces derniers n'insistent guère sur cette hypothèse lorsqu'ils présentent leurs modèles (Lavoie 2004, Piluso 2020). Le concept d'asymétrie du rapport salarial que nous mentionnons a une acception bien particulière. Elle implique une analyse du processus de détermination du niveau d'emploi (et donc dans la demande de biens) alternative à celle postulée par les économistes mainstream. L'asymétrie est de nature institutionnelle et est liée à la nature même du rapport salarial¹. Dès lors qu'il existe une offre de travail supérieure ou égale à la demande de travail, cette dernière se substitue à l'offre dans la contrainte budgétaire du salarié. Les entrepreneurs prennent le contrôle de cette contrainte budgétaire et déterminent de façon unilatérale le niveau d'emploi sur le marché du travail. Lorsqu'il y a du chômage, les salariés ne se situent pas sur leur courbe d'offre et ne peuvent maximiser leur utilité, alors même que les firmes maximisent quant à elles leur profit. En d'autres termes, l'offre de travail n'entre pas en jeu dans le processus de détermination du niveau d'emploi : les salariés sont dans une position de subordination par rapport aux décisions des entreprises. L'asymétrie du rapport salarial n'est donc aucunement liée à une imperfection de la concurrence ou une asymétrie d'information, telle que l'on peut la trouver sous les plumes de Stiglitz et Shapiro par exemple. Ainsi, à l'encontre de la théorie mainstream qui fait de l'égalité des statuts des échangistes l'hypothèse implicite du processus de détermination de l'emploi, il est possible de concevoir, à partir du postulat d'asymétrie au cœur même du rapport salarial, une représentation différente de l'emploi.

¹ Les lecteurs de cet article ne doivent cependant pas penser qu'il s'agit d'une hypothèse non économique ou non exprimable selon une logique économique. De ce point de vue, Keynes est le modèle à suivre puisqu'il refuse le second postulat classique pour le remplacer par un autre, exprimable dans le même langage mais ayant, bien sûr, des conséquences opposées. Par ailleurs, cette asymétrie n'a rien à voir avec la traditionnelle hypothèse d'asymétrie d'information propre aux modèles de concurrence imparfaite. Elle caractérise la nature du rapport salarial qui elle-même cofonde le système capitaliste.

L'objectif de cet article est de montrer qu'à l'échelle de l'histoire de la pensée économique dans son ensemble, une telle conception de l'asymétrie entre salariés et entrepreneurs est ancienne. Les économistes étudiés dans ce présent article ont une vision radicalement opposée à la théorie dominante², laquelle devient donc, sous ce jour, une exception d'un point de vue historique.

Cette question touche à ce que la théorie économique elle-même cherche à représenter. En effet, l'égalité de statut des échangistes doit être appréhendée à l'aune de la question plus générale de la coordination marchande. L'enjeu de la théorie mainstream est de savoir dans quelle mesure une multitude de décisions peuvent être coordonnées grâce au marché. Dans cette perspective, la société marchande est une société fondée sur l'échange et la concurrence, ce type d'interaction garantissant à lui seul la compatibilité des décisions de chaque agent économique (Pignol 2017). À l'inverse, l'asymétrie du rapport salarial suppose que la coordination des activités marchandes ne repose pas entièrement sur l'échange et que la détermination de l'emploi ne procède pas de la rencontre de décisions libres d'agents économiques. Au contraire, elle se réalise dans un cadre institutionnel (socio-politique) où les entrepreneurs disposent d'un pouvoir particulier : celui de procéder à des décisions unilatérales d'embauche des travailleurs.

Soulignons que le propos de l'article n'est pas d'engager une discussion pour savoir si la relation salariale est un échange ou non (même si cette question est étroitement liée au concept d'asymétrie)³. Nous nous centrons uniquement sur la problématique de savoir dans quelle mesure l'hypothèse d'asymétrie est partagée par les économistes depuis les travaux fondateurs de Smith.

Le point commun fondamental entre les économistes classiques, marxistes et keynésiens (l'hypothèse d'asymétrie du rapport salarial) est sans doute à l'origine d'une recherche de synthèse entre ces différents courants. En 1993, Segura s'interrogeait sur la possibilité de réalisation d'une synthèse post-classique ou marxo-keynésienne pour prémunir les travaux de Keynes des tentatives

² Dans son dernier ouvrage, Jean Cartelier répartit les différents courants de la pensée économique selon deux critères : la symétrie ou l'asymétrie du rapport salarial d'une part, les tenants d'un postulat sur la monnaie ou d'un postulat de nomenclature des biens d'autre part. Les économistes postclassiques sont à ranger du côté des tenants d'une économie a-monétaire mais ils défendent l'hypothèse d'asymétrie du rapport salarial. Par conséquent, un économiste tel que Piero Sraffa est à ranger également du côté des économistes formulant une hypothèse d'asymétrie.

³ Cette question est l'objet de l'ouvrage de Jean Cartelier de 2016.

de phagocytose par les approches néoclassiques de la synthèse. De nombreux travaux ont été réalisés dans ce sens, notamment une recherche de complémentarité entre Ricardo-Sraffa et Keynes (Berr 1998 ; White 2006). Trezzini et Palumbo (2016) expliquent ainsi que les nouveaux modèles classico-keynésiens ont leurs propres spécificités, notamment en matière de théorie de la croissance. En faisant référence à la théorie classique de la valeur et de la distribution, ces modèles impliquent une séparation entre l'analyse de l'accumulation et l'analyse de la distribution propre à l'économie classique. Les relations unidirectionnelles, générales et nécessaires entre l'accumulation et la distribution normale - comme par exemple celles envisagées par la théorie de la distribution de Cambridge ou par les théories marginalistes - sont exclues. La plupart du temps, tous ces modèles de croissance « demand-led » cachent une hypothèse d'asymétrie du rapport salarial commune à toutes ces approches (Piluso 2020).

Les économistes « classiques », parmi lesquels on peut citer Smith, Ricardo, ou encore Malthus⁴ ont développé aux XVIII^e et XIX^e siècles une conception du rapport salarial comme relation asymétrique dominée par les entrepreneurs. Ils feront l'objet de la première section de cet article. Marx, au-delà de sa théorie de l'exploitation, développe aussi un modèle où la demande de travail détermine unilatéralement le niveau d'emploi, comme nous le verrons ensuite. Dans une troisième section, nous verrons que Keynes, qui souhaitait « saper les fondements ricardiens du marxisme », a pourtant développé une conception du marché du travail très proche de celle des économistes classiques, y compris dans le Traité sur la monnaie qui a précédé l'écriture de la Théorie générale. Il est en ce sens beaucoup plus fidèle à la tradition classique que ceux qui sont traditionnellement dénommés néo-classiques puis nouveaux classiques, qui se réclament pourtant de lui.

⁴Les économistes communément qualifiés de classiques sont particulièrement nombreux étant donné la polysémie du terme. Pour Marx, étaient classiques les économistes qui adhéraient à la valeur travail, de William Petty à David Ricardo ; pour Keynes, le critère étant l'adhésion à la loi de Say, le qualificatif de classique regroupait alors tant Ricardo qu'Arthur Cecil Pigou ; pour Sraffa enfin, les classiques étaient ceux qui concevaient le système économique comme un processus circulaire où les marchandises sont produites à l'aide de marchandises et où les prix de production peuvent être déterminés indépendamment de l'offre et de la demande. Le choix des auteurs à traiter apparaîtra par conséquent empreint arbitraire. Nous avons choisi d'analyser la thèse des auteurs les plus fréquemment cités dans les manuels d'histoire de la pensée économique, et entendons par « Classiques » les auteurs répondant au critère de Sraffa.

1) Les économiques classiques à l'origine de l'hypothèse d'asymétrie

Afin d'étudier les arguments des économistes classiques, il nous semble judicieux de nous appuyer sur la lecture qui en été faite par Piero Sraffa (1999) au XXème siècle. Non tant parce que ces économistes auraient, plus d'un siècle auparavant, tenu strictement les mêmes arguments que Sraffa ni employé le même appareillage mathématique – inconnu d'eux, il en va de soi – que parce que la définition générale que Sraffa donna de la théorie classique et de ses divergences avec la théorie néoclassique permettent d'embrasser les arguments de Smith, Ricardo et Malthus.

Tous ces auteurs (sauf Smith pour qui le plein-emploi est obtenu grâce à la variation du salaire courant sur le marché du travail) développent une théorie du chômage involontaire qui ne repose pas sur une imperfection des marchés, mais sur l'hypothèse loi de Say invalidée.

1.1) L'avance de marchandises et la prééminence du capitaliste dans le processus de production

Dans la perspective propre à la théorie classique, les marchandises sont produites à l'aide d'autres marchandises. Il n'existe pas de facteurs "travail" ou "capital" dont l'origine demeurerait inexpliquée puisque non produits. Au contraire, chaque secteur de production utilise des marchandises produites par d'autres. Parmi ces marchandises figurent le panier de biens que les travailleurs consomment. En effet, Smith affirme que pour mettre l'industrie en mouvement, trois choses sont nécessaires: le matériel sur lequel travailler, les outils avec lesquels travailler et le salaire ou la rémunération pour lesquels le travail est effectué (Smith 1776).

Dans une société où le travail est socialement divisé, chaque vendeur ne peut en effet subsister sans consommer ce qui a été produit par d'autres. En d'autres termes, chaque secteur doit pouvoir disposer d'une avance de marchandises, ne serait-ce que pour permettre aux **travailleurs** de manger le temps de produire puis de vendre ce qu'ils auront produit (*ibid.*: II.intro.3). La division du travail (le nombre de travailleurs pouvant s'atteler à l'exécution de la production) dépend alors de la quantité de ces biens pouvant être avancés (*ibid.*: I.viii.21), que Smith appelle "stocks", et du

salaire par unité de travail⁵. En effet, à quantité de “stock” donné, une augmentation des salaires diminuerait la quantité de travail productif pouvant être mise en oeuvre à chaque période.

Notons que ce principe est valable tant dans une société de petits producteurs indépendants que dans une société capitaliste où les travailleurs ne sont pas propriétaires de leurs moyens de production (*ibid.* I.viii.7). Dans ce dernier cas, les marchandises sont avancées aux travailleurs dans l’optique d’un retour avec profit grâce à la vente de la production – et Smith parlera à cette occasion de “capital”⁶. Ainsi, le niveau d’emploi dépend de l’accumulation du capital, qui à son tour dépend de la propension des capitalistes à épargner leurs profits plutôt que de les dépenser en consommation.

D’une manière similaire, Ricardo développe une théorie du « fonds de salaire » dans laquelle les capitalistes avancent une certaine somme d’argent pour la location des forces de travail. Cette demande de travail dépend donc directement de l’accumulation du capital, « cette partie de la richesse d’une nation qui est employée à la production » (Ricardo 1817, p. 84). Le capital « se compose des matières alimentaires, des vêtements, des instruments et ustensiles, des machines nécessaires pour rendre le travail productif ».

Pour Malthus également, le niveau de l’emploi est déterminé unilatéralement par la demande de travail qui dépend elle-même de l’accumulation du capital, « cette portion particulière des produits, ou de la richesse accumulée, qui est destinée à être employée, en vue de certains profits, dans la production et dans la distribution de la richesse future » (Malthus 1820, p. 211). Ce capital permet l’emploi du travail productif qu’il définit comme « toute espèce de travail qui produit directement des richesses » (Malthus 1820, p. 27).

La demande de travail détermine donc unilatéralement le niveau d’emploi effectif (**sauf, bien sûr, s’il y a pénurie de main-d’œuvre**). Il existe donc une asymétrie fondamentale entre les capitalistes et les salariés puisque ces derniers n’ont aucun levier d’action dans le processus de détermination du niveau d’emploi. Les travailleurs peuvent du reste avoir une influence sur le niveau des salaires courants.

5 Le terme « salaire » n’est, sous la plume de Smith, pas réservé à la société capitaliste. Smith désigne par salaire « le produit du travail » qui revient à l’ouvrier (Smith 1976 [1776] : I.viii.1), c’est à dire la quantité de marchandises dont le travailleur peut bénéficier pour sa consommation (*ibid.* : I.viii.35).

6 Pour une discussion à ce propos, on consultera Diatkine (2019, pp.228-235).

1.2) *La variation des salaires courants*

Les économistes classiques font une distinction entre les prix naturels et les prix de marché. Les prix naturels sont déterminés par les conditions de production et la répartition des revenus selon leurs taux naturels, alors que les prix de marché dépendent entièrement de l'offre et de la demande. Une distinction similaire existe entre le salaire naturel et le salaire courant.

Smith explique **que** le salaire naturel est une sorte de norme sociale et historique, qui résulte d'une convention entre travailleurs et capitalistes (Smith 1776, I.viii.11). Les salariés désirent avoir le salaire le plus élevé possible, les capitalistes désirent le diminuer au maximum. D'où l'idée d'un partage conventionnel qui dépend des normes de consommation de l'époque et du lieu, en conformité avec la « common humanity » (ibid ; I.viii.16). Cependant, le salaire courant peut diverger de ce salaire naturel. Si la population ouvrière diminue, l'offre de travail disponible diminuera également. A demande de travail donnée, le salaire courant deviendra supérieur au salaire naturel. Smith décrit un mécanisme de population permettant de ramener l'égalité entre les deux salaires (Smith 1776, I.viii.40-44). Selon lui, les travailleurs étant mieux rémunérés, ils peuvent faire davantage d'enfants, ce qui augmente l'offre de travail aux périodes suivantes et conduit à une diminution du taux de salaire courant, toutes choses égales par ailleurs.

On retrouve le même argument chez Ricardo. Selon lui, l'offre de travail n'a d'effet que sur le niveau du salaire courant. Le salaire courant fluctue autour du salaire naturel qui est un minimum socio-physiologique (Ricardo 1817, p.84). Le mécanisme de gravitation est bien connu : c'est une loi de population que Ricardo formule en ces termes :

« C'est lorsque le prix courant du travail s'élève au-dessus de son prix naturel que le sort de l'ouvrier est réellement prospère et heureux, qu'il peut se procurer en plus grande quantité tout ce qui est utile ou agréable à la vie, et par conséquent élever et maintenir une famille robuste et nombreuse. Quand au contraire, le nombre des ouvriers s'accroît par le haut prix du travail, les salaires descendent de nouveau à leur prix naturel, et quelque fois même l'effet de la réaction est tel, qu'ils tombent encore plus bas » (Ricardo 1817, p. 82).

Ricardo adhère explicitement à la loi de Say. Ne dit-il pas en effet que :

« M Say a prouvé de la manière la plus satisfaisante qu'il n'y a point de capital qui ne puisse être employé dans un pays, parce que la demande de produits n'est bornée que par la production. Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate, ou contribuer à la production future » (Ricardo 1817, p. 254).

Cependant, il s'agit d'une adhésion à une loi de Say restreinte : l'hypothèse d'asymétrie du rapport salarial implique que les entrepreneurs contrôlent la contrainte budgétaire des salariés et par conséquent, le marché du travail est exclu de la loi de Say. C'est ce qu'ont montré Glustoff (1968) puis Cartelier (1995) dans leur modèle de chômage involontaire.

Précisons notre propos. Dans le cadre de la loi de Say, l'offre globale crée sa propre demande globale. Cela signifie que si l'on considère l'ensemble des marchés, la somme de toutes les offres sur tous les marchés est nécessairement égale à la somme de toutes les demandes. Autrement dit, un déséquilibre local et transitoire sur un marché doit avoir pour contrepartie un déséquilibre symétrique sur un autre marché. Lorsqu'un économiste suppose une asymétrie entre entrepreneurs et salariés, la contrainte budgétaire du salarié est contrôlée par la firme qui l'embauche. L'offre de travail se retrouve « désactivée », pour reprendre le terme de Jean Cartelier (1995). Par conséquent, le marché du travail devient exclu de la loi de Say : celui-ci peut être en déséquilibre alors même que tous les autres marchés sont en équilibre.

On pourrait rétorquer le fait que l'offre de travail agit sur le niveau d'emploi par le biais de son influence sur le salaire courant⁷ ou le salaire naturel⁸, salaires qui influent la demande de travail des capitalistes. Néanmoins, il faut souligner que dans tous les cas l'impact de l'offre de travail sur le niveau d'emploi n'est qu'indirect et ne résulte pas d'un choix rationnel conscient comme dans le modèle néoclassique standard. La population ne réalise pas d'arbitrage pour décider de son niveau d'emploi. Ce sont les capitalistes qui décident du niveau d'embauche en dernier ressort. L'offre de travail est bien désactivée, ce qui n'empêche pas l'écart entre l'offre et la demande d'agir sur le salaire (comme dans le modèle de Glustoff).

L'asymétrie de statut fonde la possibilité d'équilibre de chômage involontaire, c'est-à-dire une situation dans laquelle tous les marchés sont équilibrés (en vertu de la loi de Say), sauf le marché du travail (en vertu de la loi de Say restreinte). Si Ricardo laisse cette possibilité de côté dans les deux premières éditions des Principes, il la met en avant dans la 3^e édition dans la mesure où il développe l'idée que l'introduction des machines dans l'activité productive est de nature à remettre en cause le plein-emploi de la main d'œuvre. Ainsi, dans le chapitre XXXI de la 3^e édition des Principes, Ricardo affirme la chose suivante :

« Je suis convaincu que la substitution des forces mécaniques aux forces humaines pèse quelque fois très lourdement sur les épaules des classes laborieuses (...). Tout ce que je tiens à prouver, c'est que la découverte et l'usage des forces mécaniques peuvent être suivis d'une diminution de produit brut : et toutes les fois qu'il en sera ainsi, la

⁷ Avec l'accumulation du capital, le salaire courant augmente et la population croît en conséquence. Dans la théorie de Ricardo, si les travailleurs peuvent être nourris avec les terres déjà cultivées, le mécanisme de gravitation fait converger le salaire courant vers le salaire naturel. Comme sur le long terme le salaire courant converge sur le salaire naturel, on peut considérer que sur cet horizon temporel et dans cette configuration, l'offre de travail n'a aucune influence (directe ou indirecte) sur le niveau d'emploi. L'asymétrie du rapport salarial est donc encore plus radicale ici que dans le modèle de Glustoff de 1968 puisque dans ce dernier, l'écart entre offre et demande de travail fait baisser le salaire monétaire (même s'il a une borne inférieure), ce qui est susceptible de faire augmenter l'emploi.

⁸ Toujours dans le cadre de la théorie de Ricardo, si le salaire courant augmente et que l'économie ne peut pas nourrir les travailleurs avec les terres déjà cultivées, il faut en mettre de nouvelles terres moins fertiles (nécessitant plus de travail) en culture. Dans ce cas, le prix du blé augmente, donc le salaire naturel augmente et la convergence entre salaires courant et naturel se fait pour un niveau de salaire naturel plus élevé. Dans ce cas, l'offre de travail agit indirectement sur la demande de travail, comme dans le modèle de Glustoff.

classe laborieuse souffrira, car elle deviendra excessive comparativement au fond destiné à la maintenir, et une fraction de ses membres se verra privée de travail et de salaire » (Ricardo 1817, p. 346-347).

Bien évidemment, cette substitution du capital au travail dont Ricardo fait mention n'a pas les mêmes conséquences dans son modèle et dans le modèle de l'économie néoclassique. Dans ce dernier, le processus de substitution n'empêche pas le marché du travail d'être au plein-emploi et les salariés de se situer sur leur courbe d'offre de travail. Ce n'est pas le cas chez Ricardo puisque le progrès technique engendre selon lui un chômage involontaire.

Faut-il pour autant éviter l'emploi de nouvelles machines ? Ricardo précise :

« il ne faudrait pas croire que mes conclusions définitives soient contre l'emploi des machines. Il serait toujours dangereux d'entraver l'emploi des machines, car si l'on accorde pas dans un pays, au capital, la faculté de recueillir tous les profits que peuvent produire les forces mécaniques perfectionnées, on le pousse au dehors, et cette désertion des capitaux sera bien plus fatale à l'ouvrier que la propagation la plus vaste des machines » (Ricardo 1817, p. 350).

Ricardo développe un modèle de chômage avec loi de Say restreinte. La possibilité de chômage se mue en nécessité lorsque les capitalistes introduisent des machines qui induisent un accroissement de la productivité dans le processus de production⁹. Le chômage n'est pas lié à une imperfection de marché, mais à la nature même du rapport salarial.

Malthus développe un modèle de chômage alternatif tout en se référant lui aussi à une hypothèse d'asymétrie du rapport salarial :

⁹ Smith dit à ce propos à la fin du chapitre VIII du livre I de la Richesse des Nations que la hausse des salaires s'accompagne d'une hausse de la productivité du travail ; en conséquence, la hausse des salaires peut se traduire par une baisse de la quantité de travail employée, et qu'un ajout de machine peut supprimer des emplois. En présentant cet argument à propos d'un secteur en particulier, Smith semble ensuite éluder la possibilité du chômage en présupposant que tous les travailleurs déplacés finiront par trouver un nouvel emploi.

« ce qui est essentiellement nécessairement pour qu'il y ait un accroissement rapide de la population, c'est une demande considérable et soutenue de bras. Et cette demande se proportionne à l'accroissement de quantité et de valeur des fonds actuellement consacrés à défrayer le travail, c'est-à-dire des fonds consacrés à la subsistance des travailleurs » (Malthus 1820, p. 187).

Les progrès de la richesse amènent à une évolution de la répartition des revenus défavorable à la poursuite de l'accumulation. En effet, la rente a tendance à augmenter en longue période pour les raisons suivantes :

« en premier lieu, une accumulation du capital (...); en second lieu, un accroissement de population (...); en troisième lieu, des améliorations dans l'agriculture; enfin une augmentation dans le prix des produits du sol » (Malthus, 1820, p. 120). Cette augmentation de la rente pose problème car les propriétaires comme les capitalistes n'ont pas tendance à consommer tout leur revenu (Malthus 1820, p. 333). En outre, l'augmentation de la rente s'accompagne d'une baisse des taux de salaire : « dans la marche naturelle et régulière d'un pays vers le complet développement de son capital et de sa population, les taux des profits et des salaires en blé des ouvriers baissent constamment dans leur ensemble » (Malthus 1820, p. 121).

Or la croissance de la demande de produits est indispensable à la poursuite de l'accumulation. L'insuffisance de la demande produit est génératrice de chômage :

« Le capital comme la population peuvent être surabondants en même temps et pour une période d'une durée considérable par rapport à la demande effective pour la production » (Malthus 1820, p. 402).

La demande dont Malthus fait mention est composée d'une demande de bien de consommation et d'une demande de capital. Cette dernière est déterminée par le profit qui

dépend lui-même de la demande de consommation à travers le prix des produits. Si l'insuffisance de la demande provoque une baisse de prix pour des salaires monétaires inchangés, les profits diminuent et avec eux l'incitation à accumuler. La dépression de la demande est aggravée par celle de la demande de capital. Cependant, la baisse des salaires vers un niveau inférieur peut-il restaurer l'incitation à investir via la hausse des profits ? Pour Malthus, la réponse n'est pas forcément positive. Ce dernier envisage le cas où « bien que le travail soit à bon marché, il n'existe ni le pouvoir ni la volonté de l'employer tout entier » (Malthus 1820, p. 417). Il n'est donc pas sûr qu'une baisse du salaire puisse constituer une solution au problème du chômage. Malthus préconise alors deux mesures.

La première consiste à faire en sorte de développer « une classe nombreuse d'individus ayant à la fois la volonté et la faculté de consommer plus qu'ils ne produisent (...). Dans cette classe, les propriétaires fonciers occupent, sans contredit, le premier rang » (Malthus 1820, p. 303). Le moyen de ce développement est le morcellement des terres : trente ou quarante propriétaires ayant un revenu de 1000 à 5000 livres auraient une demande de produits bien plus grande qu'un unique propriétaire percevant un revenu de 100 000 livres.

Par ailleurs, il préconise d'augmenter la consommation des improductifs (les fournisseurs de services personnels domestiques ou intellectuels, d'après la terminologie de Malthus). Contrairement à la consommation des agents productifs, celle des premiers s'impute sur le revenu et non sur le capital. Par conséquent, la croissance de la consommation des improductifs augmente la demande sans provoquer une élévation des coûts de production et donc une baisse des profits.

Par contre, est-ce que pour Malthus, le chômage technologique est possible et nécessaire, comme chez Ricardo ? La réponse est négative. Lorsque les prix diminuent comme conséquence de la contraction des coûts, consécutive à l'introduction d'innovations technologiques, le chômage ne se développe pas dans la plupart des cas. Il faudrait pour cela que le progrès technique ne s'accompagne pas d'une extension de la demande. L'expérience semble montrer, d'après Malthus, qu'« aussitôt qu'une machine est inventée, qui, épargnant de la main d'œuvre, fournit des produits à un prix plus bas qu'auparavant, l'effet le plus ordinaire est une extension de la demande pour ces objets ; et cette extension est telle, que la valeur de toute la masse des objets fabriqués par ces nouvelles machines surpasse de beaucoup celle des produits qui étaient manufacturés auparavant » (Malthus 1820, p. 292).

Malthus développe donc un modèle de chômage alternatif à celui de Ricardo mais la démarche reste la même : l'hypothèse d'asymétrie ouvre la possibilité de chômage. Ce qui mue la possibilité en nécessité est l'insuffisance de la demande générée par le progrès des richesses lui-même.

2) Marx reprend l'hypothèse d'asymétrie des économistes classiques

Chez Marx, la théorie de la valeur est un cadre qui, une fois construit, permet de poser une question à laquelle la détermination des statuts devient une réponse (Piluso, 2020). Etant donné que les échanges se font entre équivalents (théorie de la valeur) d'où vient que la circulation de l'argent-capital engendre un supplément de valeur qui transforme l'argent en capital ? C'est la question première à laquelle répond la différence de statut. Pour qu'une telle transformation ait lieu, il faut que le porteur d'argent achète des forces de travail devenues marchandises ; il faut donc que la société se divise en porteur de forces de travail (marchandises) et en acheteur de ces dernières. On a bien chez Marx une soumission monétaire des salariés qui n'ont d'autre choix que de proposer leur offre de travail.

La théorie de la valeur en suscitant la question de l'origine du supplément de valeur qui transforme l'argent en capital permet de penser l'hétérogénéité. Marx cerne la spécificité du rapport salarial et l'hétérogénéité de statut entre entrepreneurs et salariés. D'une part, Marx établit la distinction entre les agents qui ont un accès direct à la monnaie et qui peuvent par là-même avancer un capital (« l'homme aux écus ») et ceux qui n'ont d'autre choix que de louer leur force de travail. Cette distinction est constitutive de la définition marxienne du capital. D'autre part, Marx montre que les salariés sont sous la dépendance monétaire des capitalistes, au sens où ce sont ces derniers qui fixent unilatéralement le niveau d'emploi. L'écriture par Marx du cycle « A-M-A' », qui se distingue de la circulation simple ou échange simple « M-A-M », montre en effet que le capitaliste décide seul du niveau d'emploi.

La possibilité de chômage ouverte par l'adoption de l'hypothèse d'asymétrie du rapport salarial se mue en nécessité en raison de la nature même du capital qui est régi par un certain nombre de lois. Le chômage résulte, si l'on suit Marx, de la combinaison de la loi d'accumulation et de la loi d'innovation technologique.

La loi d'accumulation peut être formulée en ces termes : « il ne faut jamais oublier que la production de plus-value (et la reconversion d'une partie de celle-ci en capital, constitue une partie intégrante de cette production de plus-value) est la fin immédiate et le motif déterminant de la production capitaliste » (Marx 1867, p. 257) Autrement dit, le capital a tendance de par sa nature même à se reproduire sur une échelle élargie. On retrouve d'ailleurs à travers cette loi l'idée selon laquelle le capital lui-même détermine l'offre de travail : en s'investissant sur de nouveaux territoires et en convertissant les modes de production non capitalistes en modes de production capitalistes, le capital libère de la main d'œuvre employable qu'il pourra exploiter.

La loi d'innovation technologique peut être à son tour formulée de la façon suivante : les capitalistes ont tendance à faire augmenter la composition organique du capital pour introduire du progrès technologique et faire croître la productivité du travail. Une telle croissance de la productivité se traduit par une diminution de la valeur des marchandises. Il s'ensuit que la valeur de la force de travail diminue puisque celle des marchandises consommées baisse. Si la valeur que crée la force de travail reste constante, il en résulte une croissance de la plus-value.

La combinaison de ces deux lois aboutit à une loi de population ou loi de chômage structurel :

« la loi de décroissance proportionnelle du capital variable et de la diminution correspondante dans la demande de travail relative a pour corollaires l'accroissement absolu du capital variable et l'augmentation absolue de la demande de travail suivant une proportion décroissante, et enfin, pour complément, la production d'une surpopulation relative. Nous l'appelons relative parce qu'elle provient non plus d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation, mais au contraire d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manouvriers...En produisant l'accumulation du capital, la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative » (Marx 1867, p. 74).

Le fonctionnement du capitalisme est donc régi par les lois que nous venons de mentionner. Le moteur de réalisation de ces lois est la concurrence, soit l'interaction entre les capitaux individuels autonomes qui « impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel » (Marx 1867, p. 32).

Autrement dit, la recherche (motivée par la nature du capital et mise en œuvre grâce à la concurrence) d'un taux d'exploitation (défini par le rapport entre plus-value et capital variable au sens de Marx) plus élevé a pour conséquence la mise au chômage d'une partie de la force de travail.

Comme chez Ricardo, Marx passe de la possibilité de chômage due à l'hypothèse d'asymétrie du rapport salarial à la nécessité de chômage technologique lié au fait que les capitalistes cherchent à accroître la productivité du travail via l'introduction de nouvelles machines. Marx ajoute une composante malthusienne au chômage involontaire en pointant l'insuffisance de la demande à laquelle peuvent être confrontés les capitalistes :

« le travailleur salarié, contrairement à l'esclave, est un centre autonome de circulation, un échangeur, un individu qui subsiste grâce à l'échange [...]. À l'exception, bien sûr, de ses ouvriers à lui, le capital ne considère pas la masse des ouvriers comme des travailleurs, mais comme des consommateurs, des possesseurs de valeurs d'échange - leur salaire -, des détenteurs d'argent qu'ils échangent contre des marchandises. Ce sont, pour lui, autant de centres de circulation, points de départ du procès d'échange et de réalisation de la valeur du capital...(comme) chacun des capitalistes sait que ses ouvriers ne lui font pas face comme des consommateurs dans la production, (il) s'efforce de restreindre autant que possible leur consommation, c'est-à-dire leur capacité d'échange, leur salaire...(il en résulte que) le rapport général – fondamental – entre le capital et le travail est celui de chacun de ses capitalistes avec ses ouvriers » (Marx 1867, p. 377).

C'est donc parce qu'il y a pluralité de capitaux individuels que l'antagonisme des classes sociales est facteur de suraccumulation et de dilatation de l'armée industrielle de réserve. Le rapport social capitaliste existe sous la forme d'une pluralité de capitaux, ainsi le rapport général entre le capital et le travail est celui de chacun des capitalistes avec ses ouvriers. Mais rappelons que la condition d'existence du capital est la monnaie, donc la marchandise, donc la multiplicité de pôles de production autonomes. Le mode de production capitaliste, d'où procède l'antagonisme entre entrepreneurs et salariés, s'instaure lorsque le rapport de production devient le cadre d'une activité productive éclatée au niveau de pôles autonomes. La nature du rapport de production capitaliste et sa forme d'existence sont donc à l'origine du chômage. Ce dernier montre que le capital ne peut réaliser les lois qui procèdent de sa nature qu'à l'intérieur de limites posées par cette nature même et sa manière d'être. Autrement dit, le capital pose des lois et des limites à leur réalisation.

Marx offre donc une analyse du rapport salarial qui s'inscrit dans la ligne de Smith, Ricardo et Malthus. Sa vision du chômage rejoint celle de Ricardo, pour la composante technologique, et celle de Malthus lorsqu'il évoque l'insuffisance de la demande.

Il faut cependant reconnaître que l'analyse de Marx présente des faiblesses. Une objection vient naturellement à l'esprit du lecteur du *Capital*: si les salariés vendent une marchandise (la force de travail) et que les non-salariés vendent d'autres marchandises, ils ont un même statut, celui de vendeur (producteur) de marchandise. Pourquoi y aurait-il une asymétrie ? La raison profonde de l'asymétrie est dans le rapport à l'émission des moyens de paiement. Cependant, en faisant du salaire le prix de la force de travail, considérée par Marx comme une marchandise, l'auteur ouvre la voie aux économistes néo-classiques pour considérer également que la force de travail est une marchandise qui s'échange sur un marché. Or, nous savons depuis les travaux de Jean Cartelier (2016) à quel point la conception de la relation salariale comme simple rapport d'échange peut être problématique au sein de l'analyse économique actuelle.

3) Keynes : l'hypothèse d'asymétrie comme fil conducteur de ses travaux

L'asymétrie entre entrepreneurs et salariés constitue un fil conducteur fondamental dans l'œuvre de Keynes. On la retrouve à la fois dans le *Traité sur la monnaie* et dans la *Théorie générale*.

Dans le Traité sur la monnaie, l'hypothèse d'asymétrie se retrouve à travers la métaphore de la « cruche de la veuve » mais aussi dans les équations fondamentales.

Le paradoxe de la cruche de veuve repose sur la différenciation entre les dépenses des entrepreneurs et celles des non-entrepreneurs. Si l'on peut écrire le profit de la façon suivante :

$$\begin{aligned} \text{Profit} &= \text{Investissement} + \text{Consommation des entrepreneurs} + \text{Consommation des salariés} - \text{Revenu} \\ &\text{des entrepreneurs} - \text{Revenu des salariés} \\ &= \text{Investissement} - (\text{épargne des entrepreneurs} + \text{épargne des salariés}) \end{aligned}$$

alors une augmentation de la consommation des entrepreneurs se traduit par une baisse de leur épargne et une augmentation pour un montant équivalent des profits. Par opposition, une augmentation de la consommation des salariés constitue une perte sèche pour ces derniers qui voient le solde de leur revenu diminuer.

Comme l'indique Jean Cartelier (1995) qui a abondamment commenté l'œuvre de Keynes, « l'asymétrie entre entrepreneurs et non-entrepreneurs est totale » (p. 19). On retrouve ce phénomène asymétrique au niveau de la dépense d'investissement qui génère automatiquement un profit équivalent.

L'hypothèse d'asymétrie de statut peut être également repérée au niveau des équations fondamentales du Traité.

Keynes établit dans cet ouvrage un modèle bi-sectoriel de l'économie. La section de production des biens de production est distinguée du secteur de production des biens de consommation. La quantité de biens produite (Q) dans l'économie est égale à la somme, en volume, des biens de production (Q_k) et de consommation (Q_c) mis sur le marché. Ces variables constituent des agrégats monétaires à prix constant, de sorte que la sommation de ces grandeurs soit possible :

$$(1) Q = Q_k + Q_c$$

Appelons E le revenu social monétaire, S le montant de l'épargne, P le prix des biens de consommation et P_k le prix des biens d'investissement. La valeur de la consommation peut s'écrire :

$$(2) PQ_c = E - S$$

Compte-tenu de ce que $E = (E/Q)(Q_c + Q_k)$, il est possible de reformuler (2) de la façon suivante :

$$(3) PQ_c = (E/Q)(Q_k + Q_c) - S$$

En écrivant que $(E/Q)Q_k$ est égal à I' , à savoir le coût de production des biens d'investissement, (3) peut être écrite :

$$(3') P = (E/Q) + (I' - S)/Q_c$$

En posant W la rémunération des facteurs de production par unité de produit, et e le coefficient d'efficacité des facteurs, il est possible de réécrire (3') de la façon suivante :

$$(4) P = W(1/e) + (I' - S)/Q_c$$

L'expression (4) est pour Keynes la « première équation fondamentale ». Elle indique que le prix monétaire des biens de consommation est égal à la somme du coût moyen et du profit, égal à la différence entre le coût de production des biens d'investissement et l'épargne. Selon Keynes, ce prix est déterminé indépendamment du prix des biens d'investissement.

Il est possible à présent d'exprimer le niveau général des prix \underline{P} . Par définition, $\underline{P} = (PQ_c + PQ_k)/Q$, d'où

$$(5) \underline{P} = ((E - S) + I)/Q = (E/Q) + (I - S)/Q \rightarrow \underline{P} = W(1/e) + (I - S)/Q$$

L'expression (5) est la « seconde équation fondamentale ».

Keynes définit l'équilibre économique comme une situation dans laquelle l'épargne est égale à l'investissement ; dans ce cas, les profits sont nuls et les prix sont égaux aux coûts moyens de production. Toute apparition d'un profit positif engendre la mise en marche d'une dynamique d'augmentation de l'emploi et du revenu des facteurs de production. Un profit négatif engendre, de façon symétrique, une dynamique inverse. Précisons que dans le *Traité*, la définition que donne Keynes est très particulière (différente de celle de la Théorie générale) : il s'agit d'un windfall profit n'existant qu'en dehors de l'équilibre (où le profit est dit « normal »).

On voit immédiatement que l'équilibre économique est défini du seul point de vue des entrepreneurs. L'équilibre ou le déséquilibre des agents salariés n'a aucun impact sur la dynamique économique. On retrouve encore ici l'idée selon laquelle il existe une asymétrie

fondamentale entre les entrepreneurs et les non-entrepreneurs. Dans le fond, c'est l'argument fondamental commun à Smith, Ricardo, Marx et Keynes.

Dans la Théorie générale, l'hypothèse d'asymétrie est affirmée dès le second chapitre.

Dans ce chapitre 2, Keynes fait reposer son rejet du second postulat («l'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi») sur deux observations :

- la première est qu'une augmentation du niveau général des prix n'entraîne pas un retrait de la main d'œuvre du marché du travail, contrairement à ce qu'il se passe lorsque c'est le salaire monétaire qui diminue. Keynes reformule cette proposition en soulignant qu'« il est possible que dans une certaine limite les exigences de la main d'œuvre portent sur un minimum de salaire monétaire et non sur un minimum de salaire réel » (Keynes, 1936);

- alors que la théorie traditionnelle soutient que les négociations salariales aboutissent à la fixation du salaire réel, il est vraisemblable qu'elles portent en fait sur le salaire monétaire. L'interprétation traditionnelle de ce rejet fait référence à l'analyse de Leontief qui, dans un article de 1936, rappelle que dans un système d'équilibre général avec monnaie, la rationalité des agents économiques implique la propriété d'homogénéité de degré 0 des fonctions d'offre et de demande par rapport aux prix : ces derniers ne sont pas victimes de l'illusion monétaire, et par conséquent la monnaie est neutre. La thèse de Keynes consisterait à dire que le postulat de rationalité des agents n'est pas vérifié parce que ceux-ci sont victimes de l'illusion monétaire.

Pourtant, le rejet du second postulat classique signifie bien plus qu'une simple illusion monétaire des agents économiques.

La signification la plus immédiate du rejet de ce postulat classique est que les salariés n'ont pas la possibilité de maximiser leur utilité et donc de se situer sur leur courbe d'offre de travail. En comparaison, les entreprises peuvent maximiser leur profit en ajustant productivité marginale du volume d'emploi et salaire réel, puisque Keynes accepte le premier postulat. Une telle posture de Keynes lui permet d'exprimer l'idée selon laquelle les entreprises ont le pouvoir d'imposer leurs décisions d'emplois aux salariés. Autrement dit, il existe une asymétrie de statut entre entrepreneurs et salariés.

La remise en cause du second postulat classique, et donc l'affirmation d'une hypothèse d'asymétrie du rapport salarial, ouvre la possibilité d'existence d'équilibres de chômage involontaire. Avec de tels équilibres, la loi de Walras est restreinte : tous les marchés sont équilibrés sauf le marché du travail qui est exclu de cette loi. L'origine de cette exclusion vient de ce que les entrepreneurs prennent le contrôle du niveau d'emploi et donc de la contrainte budgétaire des salariés (la demande de travail se substitue à l'offre dans la contrainte de revenu du salarié).

Le chômage devient nécessaire dans le cadre du principe de la demande effective exposé au chapitre suivant : le niveau d'emploi, fixé unilatéralement par les entrepreneurs, dépend étroitement du niveau de la demande qu'ils anticipent. Dans un contexte d'incertitude et de préférence pour la liquidité des agents économiques, le niveau de production mis en œuvre par les entrepreneurs a toutes les chances de ne pas correspondre au niveau de plein-emploi. Le marché engendre de façon spontanée des situations de chômage involontaire même si les conditions de la concurrence parfaite sont respectées (Cartelier, 1995). Piluso (2007) précise par ailleurs que :

« l'existence d'un chômage involontaire sur le marché du travail n'induit en aucun cas un déséquilibre symétrique sur les autres marchés, impulsant un processus d'ajustement. Si le taux de salaire réel est tel qu'il n'assure pas l'équilibre du marché du travail, le niveau des prix sur les autres marchés n'a aucune raison de se modifier, puisque du fait de la loi de Walras restreinte, ils sont en équilibre. C'est ce résultat, précisément, qui est inconcevable dans le cadre du schéma walrassien standard » (p. 106).

Comme en outre une baisse du salaire monétaire n'entraîne pas nécessairement une réduction du déséquilibre (Keynes 1936), le chômage involontaire keynésien nécessite une intervention extérieure au marché pour le corriger.

Conclusion

Nous avons tenté de montrer dans le cadre de cet article que l'hypothèse d'asymétrie du rapport salarial est à la fois ancienne et répandue dans le champ de l'histoire de la pensée économique. Elle n'est pas une exception si l'on considère, non les périodes et non le nombre d'auteurs, mais le nombre de courants tel qu'il ressort des ouvrages d'histoire de la pensée économique. Seuls les néoclassiques au sens large et les économistes des anciens et nouveaux « consensus »¹⁰ traitent les salariés (offreurs de travail) et les employeurs (demandeurs de travail) sur le même plan. Peut-être qu'un nombre faible de collègues en France ou ailleurs se reconnaissent comme néo-classiques¹¹. Il n'en reste pas moins vrai qu'aujourd'hui, le marché du travail conçu comme le lieu de rencontre d'une offre et d'une demande de travail dont les statuts sont égaux demeure une hypothèse de référence et est présentée comme « normale » dans la plupart des manuels d'économie. Ce mode de présentation du marché du travail nous semble donc erroné car ce n'est pas la seule manière de concevoir le marché du travail dans l'histoire de la pensée.

Nous avons ainsi montré à l'aide de quelques exemples d'auteurs qu'un grand nombre de courants partagent l'hypothèse d'asymétrie entre entrepreneurs et salariés. Dans la plupart des cas, cette hypothèse débouche sur une analyse du chômage comme produit du fonctionnement spontané du système capitaliste.

Bibliographie

Berr, Eric (1998). Reproduction sraffienne et flux keynésiens , dans Christian Bidard et Frédéric Poulon (sous la direction de), *Keynes et Sraffa : recherches de passerelles*, Paris, Cujas, pp.47-64.

Cahuc, Pierre et Zylberberg, André (1999). Le modèle WS PS, *Annales d'économie et statistique*, n°53, pp. 1-30.

Cahuc Pierre et André Zylberberg (1996). *Economie du travail*, Paris, Economica.

Cartelier, Jean (2018). *Money, Markets, Capital: The Case for a Monetary Analysis*, Routledge.

¹⁰ Notons tout de même que le vieux modèle IS-LM de Hicks et des manuels de macroéconomie adopte aussi une hypothèse d'asymétrie salariale (Piluso, 2018).

¹¹ Parmi eux, on peut citer Lars Ljungqvist et Thomas J. Sargent (2017).

- Cartelier, Jean (2016). *L'intrus et l'absent, essai sur le travail et le salariat dans la théorie économique*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris-Ouest.
- Cartelier, Jean (1995). *L'économie de Keynes*, Bruxelles, De Boek Université, collection Ouvertures économiques, série Ballise.
- Debreu, Gérard (2001). *Théorie de la valeur, analyse axiomatique de l'équilibre économique*, Paris, Dunod.
- Diatkine, Daniel (2019). *Adam Smith. La découverte du capitalisme et de ses limites*. Paris, Editions du Seuil.
- Glustoff, Ernest (1968). On the existence of a Keynesian Equilibrium, *Review of Economic Studies*, n°35, pp. 327-334.
- Keynes, John Maynard (1930). *Treatise On Money* in *Collected Writings of John Maynard Keynes*, Londres, MacMillan-Cambridge University Press, 1971, t. V-VI.
- Keynes, John Maynard (1936). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot. 1969.
- Lavoie, Marc (2004). *L'économie post-keynésienne*, Paris, La Découverte, collection Repères.
- Layard, Richard, Nickell, Stephen et Richard Jackman (1991). *Unemployment, macroeconomic performance and the labour market*, Oxford, Oxford University Press.
- Ljungqvist, Lars et Sargent, Thomas (2017). The fundamental surplus, *American Economic Review*, 107(9), pp. 2630-2665.
- Malthus, Thomas Robert (1820). *Principes d'économie politique*, Paris, Calman-Levy, 1969.
- Mankiw, Gregory (2010). *Macroéconomie*, 5^e édition, Paris, De boeck éditions.
- Marshall, Alfred (1890). *Principes d'économie politique*, trad.française Giard et Brière, LGDJ, 1971.
- Marx, Karl (1867). *Le Capital*, Livre 1, Paris, Editions Sociales.
- Pignol, Claire (2017). *La théorie de l'équilibre général*, Paris, Septentrion.
- Pigou, Arthur Cecil (1933). *The theory of Unemployment*, Routledge.
- Piluso, Nicolas (2020). La place de l'asymétrie entre entrepreneurs et salariés dans quelques théories postkeynésienne, *Revue d'histoire de la pensée économique*, n°2, juin, à paraître.

- Piluso, Nicolas (2018). La condition d'efficacité de la politique économique dans les synthèses néoclassiques : rigidité des prix ou asymétrie du rapport salarial ?, *Cahiers d'économie politique*, n°74, juin, pp.139-159.
- Piluso, Nicolas (2007). Le rôle de l'incertitude dans la théorie du chômage de Keynes, *Cahiers d'économie politique*, juillet, pp.105-114.
- Ricardo, David (1817). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 1971.
- Segura, André (1993). Synthèse post-classique ou marxo-keynésienne, *Revue française d'économie*, vol. 8, pp. 27-66.
- Smith, Adam (1776). *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations. The Glasgow edition of the works and correspondence of Adam Smith*, Oxford, Oxford University Press, 1976.
- Sraffa, Piero (1970). *Production de marchandises par des marchandises*, Paris, Dunod, 1999.
- Attilio, Trezzini et Antonella Palumbo, Antonella (2016). The theory of output in the modern classical approach: main principles and controversial issues, *Review of Keynesian Economics*, Edward Elgar Publishing, vol. 4(4), pp. 503-522,
- Walras, Leon (1874). *Éléments d'économie politique pure*, Paris, LGDJ, 1952.
- White, Graham (2006). Demand-led growth and the classical approach to value and distribution: Are they compatible? dans Salvadori, Neri (sous la direction de), *Economic Growth and Distribution: On the Nature and Cause of the Wealth of Nations*, Cheltenham UK: Elgar.
- Woodford, Michael (2003). *Interest and Prices : Foundations of a Theory of Monetary Policy*, Princeton, Princeton University Press.